



Communauté de Communes du
HAUT VALLESPİR



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT VALLESPİR

Extrait du registre des délibérations

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Communautaire, régulièrement convoqués, se sont réunis au Centre Sud Canigó Sports et Pleine Nature, route de la Baillie, à Arles sur Tech, lieu préalablement choisi par ses membres, sous la présidence de Monsieur Claude FERRER, Président.

La convocation a été transmise par voie dématérialisée le 24 juin 2022.

Etaient présents (19) :

- Conseillers d'Amélie-les-Bains-Palalda : MME Marie COSTA et M. Frédéric DEPERROIS.
- Conseillers d'Arles sur Tech : MMES Catherine BARNEDES, Jocelyne RIBUIGENT, MM. Jérôme MOLAS, David PLANAS et André XIFFRE.
- Conseiller de Corsavy : M. Antoine CHRYSOSTOME.
- Conseiller de Coustouges : M. Jean-Louis CASANOVA
- Conseiller de La Bastide : M. Daniel BAUX.
- Conseiller de Lamanère : MME Gisèle JUANOLE.
- Conseiller de Le Tech : M. Guillaume CERVANTES.
- Conseiller de Montbolo : M. Hervé COLAS.
- Conseiller de Montferrer : -
- Conseillers de Prats-de-Mollo-La Preste : M. Claude FERRER.
- Conseillers de Saint Laurent de Cerdans : MME Marie-Madeleine SAN JUAN, MM Yves BENASSIS et Louis CASEILLES.
- Conseiller de Saint Marsal : -
- Conseiller de Serralongue : M. Philippe JUANOLA
- Conseiller de Taulis : MME Martine MAUGUIN

Absents excusés (11) : MMES Ingrid DUNYACH, Michelle DUNYACH, Danielle HERBAIN, Jeanne MAISON et Christine SITJA, MM Michel ANRIGO (suppléé par Jean-Louis CASANOVA), Alain CADENE, Jean-Marie CORCOY, Jean-Victor HERETE et Alexandre REYNAL et Jean-Louis VIRGILI.

Pouvoirs (6) : MMES Simone BERIO (procuration à Frédéric DEPERROIS), Magali YOVANOVITH (procuration à Marie COSTA), MM Richard COLL (procuration à Marie COSTA), Jean-Marie GOURGUES (procuration à Philippe JUANOLA), Guy METIVIER (procuration à Martine MAUGUIN) et Bernard REMEDI (procuration à Claude FERRER).

Soit 19 membres présents sur un effectif de 35, le quorum est atteint.

M. Frédéric DEPERROIS est élu secrétaire de séance.

**OBJET : Prescription de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme
Intercommunal (PLUi)
Détermination des modalités de collaboration
Détermination des objectifs poursuivis et modalités de la concertation**

VU la loi n°2002-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

VU la loi 2003-590 du 2 juillet 2002 Urbanisme et habitat ;

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

VU la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et notamment son article 13 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

VU le décret n°2012-290 du 29 février 2012 ;

VU le décret n° 2013-142 du 14 février 2013 pris pour l'application de l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L110, L121-1 et suivants, R. 121-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;

VU la délibération de la Communauté de Communes du Haut Vallespir du 16 septembre 2021 portant sur la modification de ses statuts.

VU la conférence intercommunale des Maires qui s'est tenue le 29 juin 2022 à 17h.

Le Président informe le Conseil Communautaire,

Que la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée, relative à la solidarité et au renouvellement urbain (S.R.U.) dans le but de promouvoir un développement urbain cohérent, solidaire et durable a apporté dans les domaines de l'habitat et des déplacements, des réformes profondes. Cette loi a réformé notamment l'ensemble des documents d'urbanisme, en mettant en place des nouveaux instruments de planification sous forme de Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.) lesquels ont vocation à remplacer les Plan d'Occupation des Sols.

Que les lois intervenues depuis et notamment la loi ALUR, invitent à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

Qu'au-delà d'une question de limite administrative, l'aménagement du territoire est avant toute chose une notion pertinente pour mener à bien des politiques publiques qui visent à répondre du mieux possible aux réalités vécues par les habitants et à la satisfaction de leurs besoins en terme d'équipements et de services au sein d'un bassin de vie. De la même manière, une réponse appropriée aux enjeux du présent et de demain en matière d'environnement, exige d'appréhender à une échelle plus large la construction de stratégies territoriales susceptibles de garantir à la fois cohérence et efficience de l'action publique.

Dans la démarche du projet de territoire en cours et considérant les dispositions issues du Grenelle de l'environnement, de la loi ALLUR, de la loi relative à la simplification des entreprises et de la loi NOTRe, les élus des 14 communes de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ont décidé, après avoir transféré la compétence PLU à l'EPCI de lancer l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), document de base de la planification et du développement territorial.

Ce document devra traduire les décisions stratégiques et politiques dans les domaines de l'aménagement de l'espace, de l'économie, de l'environnement, de l'habitat, de la mobilité et du développement durable. Si le PLU Intercommunal ne doit pas être la somme des PLU communaux, il doit prendre en compte les spécificités de chaque commune et doit être la synthèse des réalités locales de terrain, d'autant plus que chaque maire conservera sa compétence en matière de délivrance des autorisations d'urbanisme. Il doit donc être obligatoirement le fruit d'un travail concerté et partagé, avec comme préalable indispensable à l'élaboration du document, la participation des élus et techniciens de chaque commune en tant que dépositaires de la connaissance locale la plus expérimentée de leur territoire communal respectif.

Le Président précise que l'article L123-6 du code de l'urbanisme prévoit que « l'organe délibérant de l'EPCI arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son Président, l'ensemble des Maires des communes membres ».

Que cette conférence intercommunale des Maires s'est réunie le **29 juin 2022 à 17h** au cours de laquelle ont été évoquées les modalités de la collaboration avec les communes membres suivantes :

AMELIE-LES-BAINS-PALALDA
CORSAVY
LA BASTIDE
LE TECH
MONTFERRER
SAINT LAURENT DE CERDANS
SERRALONGUE

ARLES SUR TECH
COUSTOUGES
LAMANERE
MONTBOLO
PRATS-DE-MOLLO-LA PRESTE
SAINT MARSAL
TAULIS

Qu'il y a lieu dans ces conditions, de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Qu'il appartient au Conseil Communautaire d'arrêter les modalités de cette collaboration :

➤ **Le Conseil Communautaire :**

Organe délibérant de la Communauté de Communes du Haut Vallespir, il définit les objectifs du PLUi, les modalités de concertation ainsi que la modalités de collaboration entre la Communauté de Communes et les communes membres.

➤ **La conférence intercommunale des Maires :**

Conformément au code de l'urbanisme, elle se réunit à l'initiative du Président de la Communauté de Communes du Haut Vallespir et rassemble les Maires des communes membres.

Elle doit se réunir obligatoirement à deux reprises pendant l'élaboration du PLUi :

- Pour examiner les modalités de collaboration avec les communes avant la délibération du Conseil Communautaire arrêtant ces modalités
- Après l'enquête publique du PLUi pour une présentation des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

➤ **La commission PLUi :**

Elle est présidée par un élu de la Communauté de communes du Haut Vallespir et composée d'élus représentant les communes membres, dans la limite de deux membres par commune.

Elle se réunit sur l'invitation du Président de la Communauté de communes ou du Président de la commission, pendant toute la durée de la procédure d'élaboration du PLUi, puis après l'approbation du document, lorsque des demandes de modifications seront proposées par les communes ou rendues obligatoires par des projets intercommunaux, ou lorsque le document devra tenir compte des évolutions réglementaires.

Commission élargie :

Certaines commissions, à l'initiative du Président de la Communauté de Communes du Haut Vallespir, du Président de la commission et des élus membres de la commission, seront élargies aux secrétaires de mairie, DGS, responsables administratifs ou techniciens de la communauté de communes et des communes membres.

Pourront être associés, en tant que de besoin, les représentants de l'Etat, de la DDTM,...ou toute autre personne publique associée à l'élaboration du document.

➤ **Le comité de pilotage :**

Il est présidé par la Président de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ou son représentant et composé du bureau élargi de la communauté de communes, c'est-à-dire le bureau de celle-ci constitué des vice-présidents et des maires des communes membres. Un membre du comité de pilotage empêché pourra se faire représenter par un autre élu.

Le comité de pilotage est chargé de valider les documents présentés par la commission, avant leur passage devant le conseil intercommunal des Maires, les conseils municipaux (PADD, et OAP, plans de secteurs) et le conseil communautaire.

Tout projet, avant d'être présenté devant le conseil intercommunal des Maires, les conseils municipaux et le conseil communautaire, devra obtenir l'avis favorable du comité de pilotage.

Les modalités de collaboration des communes à l'élaboration du PLUi, pour chacune des grandes étapes sont les suivantes :

➤ **Prescription du PLUi :**

Les objectifs du PLUi et les modalités de concertation avec le public seront soumis au comité de pilotage puis à la conférence intercommunale des Maires.

Ils seront transmis pour avis aux communes membres.

Le conseil communautaire prescrira le PLU intercommunal avec les « objectifs poursuivis » et les modalités de concertation ainsi définis.



➤ **Concertation avec le public :**

Avant leur présentation au public, les documents de concertation seront présentés à la commission PLUi et au comité de pilotage.

➤ **Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :**

L'avant-projet de PADD sera présenté à la commission PLUi et au comité de pilotage avant d'être soumis aux débats des conseils municipaux.

➤ **Avant-projet du PLUi :**

L'avant-projet du PLUi sera établi sur la base de séances de travail avec la commission PLUi et le comité de pilotage autant que nécessaire.

➤ **Arrêt du projet PLUi :**

Le bilan de la concertation et le projet de PLUi tenant compte des observations émises, seront présentés à la commission PLUi et au comité de pilotage avant d'être soumis au conseil communautaire

➤ **Enquête publique sur le projet de PLUi :**

Un registre et un dossier d'enquête seront à la disposition du public dans chaque mairie. Après l'enquête publique, comme le prévoit le code de l'urbanisme « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête » seront présentés à la conférence intercommunale. Un exemplaire du rapport et des conclusions de la commission d'enquête publique sera tenu à la disposition du public dans chaque mairie.

➤ **Evolution du PLUi après enquête publique :**

Les modifications à apporter au projet de PLUi afin de prendre en compte les avis formulés dans le cadre de l'enquête publique, seront établies sur la base de séances de travail avec les communes concernées. Le PLUi ainsi modifié sera présenté à la commission PLUi et au comité de pilotage avant approbation définitive par le conseil communautaire.

Le Président précise que l'article L.300-2 du code de l'urbanisme prévoit que la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Que l'article L.123-6 prévoit en outre que la délibération qui prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, précise les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation, conformément à l'article L.300-2

Qu'il y a alors lieu d'indiquer les objectifs poursuivis par la mise en œuvre de cette procédure ainsi que les modalités de la concertation.

Monsieur le Président propose que soient assignés à la procédure d'élaboration les objectifs suivants :

- Favoriser un développement territorial équilibré entre économie, habitats, agriculture, commerces et services à l'échelle de la communauté de communes du Haut Vallespir et de ses bassins de vie
- Renforcer par tous les moyens l'attractivité économique du territoire au niveau commerce, industrie, artisanat, agriculture, forestier, touristique et thermal.
- Maîtriser la consommation de l'espace en recherchant l'équilibre entre les besoins liés aux activités économiques et le développement des centres urbains dans le respect du développement durable.
- Valoriser et développer les ressources naturelles propres au territoire du Haut Vallespir notamment en matière de thermalisme et d'énergies renouvelables.
- Préserver et valoriser le patrimoine architectural, culturel, industriel, naturel et paysager.
- Structurer, développer et dynamiser le secteur touristique et activités de pleine nature sur les bases de l'Agence d'Attractivité Touristique « Amélie - Haut Vallespir - País Català », le centre « Sud Canigó Sports et Pleine Nature » et le site des gorges de la Fou.

- Prendre en compte la dimension transfrontalière du territoire du Haut Vallespir et des relations permanentes et privilégiées avec la Région de Catalogne Sud en s'appuyant sur le Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier.
- Favoriser le développement des réseaux de communication numérique.
- Maintenir et développer le secteur médico-social.
- Elaborer une politique de mobilité liée aux spécificités et aux besoins du territoire.
- Préserver et valoriser l'eau
- S'inscrire dans une dynamique de coopération avec l'ensemble des territoires voisins et notamment la Communauté de Communes du Vallespir, en s'appuyant sur le Pays Pyrénées Méditerranée et Canigou Grand Site.

Le Président propose également que les modalités de la concertation soient les suivantes :

Moyens d'informations prévus :

- Une page dédiée sur le site internet de la Communauté de communes du Haut Vallespir ainsi que sur les sites internet des communes qui afficheront un lien renvoyant vers la page dédiée du site de la CCHV
- Un article dans les bulletins municipaux de chaque commune à la prescription du PLUi, ainsi qu'à l'arrêt du projet de PLUi.
- Une réunion publique pour les bassins de vie définis comme suit :
 - . Amélie-les-Bains-Palalda / Montbolo / Arles sur Tech
 - . La Bastide / St Marsal / Taulis
 - . Coustouges / St Laurent de Cerdans
 - . Serralongue / Lamanère
 - . Prats-de-Mollo-La Preste / Le Tech
 - . Corsavy / Montferrer

Organisées en trois étapes clés de la procédure : dans la phase de lancement des études, lors de l'élaboration du PADD et avant l'arrêt du projet :

- Un affichage au public au siège de la Communauté de Communes du Haut Vallespir et dans chaque commune, 2 mois après le débat sur la PADD et pour une durée de 3 mois.
- Un dossier de synthèse sera disponible dans chaque mairie et au siège de la Communauté de Communes du Haut Vallespir, pour chacune des grandes étapes de l'élaboration du PLUi, jusqu'à l'arrêt du projet.

Moyens offerts au public pour la formulation des observations et propositions :

- Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à la disposition du public tout au long de la procédure jusqu'à l'arrêt du projet, dans chacune des mairies des communes membres ainsi qu'au siège de la Communauté de Communes du Haut Vallespir.
- Un registre numérique sera également mis à disposition sur le site de la Communauté de Communes du Haut Vallespir et ce durant toute la procédure.
- Jusqu'à l'arrêt du projet, le public pourra envoyer ses remarques par courriel ou courrier postal adressé à **Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Haut Vallespir 8 Bd du Riuferrer 66150 ARLES SUR TECH** portant la mention « élaboration du PLUi ».
- Deux permanences d'une demi-journée chacune seront tenues au siège de la Communauté de Communes du Haut Vallespir et une permanence d'une demi-journée dans une des communes de chaque bassin de vie, par un élu de la commission urbanisme de la CCHV dans la période de deux mois précédant l'arrêt du projet de PLUi.
- Entre la prescription et l'arrêt du projet PLUi, au moins un atelier participatif sera organisé et animé par le bureau d'étude pour chacun des bassins de vie à destination de la population.
- Entre la prescription et l'arrêt du projet PLUi, trois ateliers participatifs seront organisés et animés par le bureau d'étude à l'échelle de la Communauté de Communes du Haut Vallespir, à destination des acteurs du territoire (associations et acteurs socio-économiques) sur les thématiques suivantes : agriculture, forêt économie, tourisme, thermalisme, cadre de vie et mobilité, environnement et paysage, transfrontalier,...

Ceci exposé, il appartient au Conseil Communautaire de délibérer pour prescrire le lancement de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, arrêter les modalités de la collaboration, définir les objectifs poursuivis par ladite révision et adopter les modalités de concertations.

Le Conseil communautaire après avoir entendu cet exposé et après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents :

ARTICLE 1 : PRESCRIT l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal pour le territoire de la communauté de Communes du Haut Vallespir.

ARTICLE 2 : ARRETE les modalités de la collaboration intercommunale suivantes :

Organes et commissions participant à l'élaboration du PLUi :

✓ **Le Conseil Communautaire :**

Organe délibérant de la communauté de communes du Haut Vallespir, il définit les objectifs du PLUi, les modalités de concertation ainsi que la modalités de collaboration entre la Communauté de Communes et les communes membres.

✓ **La conférence intercommunale des Maires :**

Conformément au code de l'urbanisme, elle se réunit à l'initiative du Président de la Communauté de Communes du Haut Vallespir et rassemble les Maires des communes membres.

Elle doit se réunir obligatoirement à deux reprises pendant l'élaboration du PLUi :

- Pour examiner les modalités de collaboration avec les communes avant la délibération du Conseil Communautaire arrêtant ces modalités
- Après l'enquête publique du PLUi pour une présentation des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

✓ **La commission PLUi :**

Elle est présidée par un élu de la Communauté de communes du Haut Vallespir et composée d'élus représentant les communes membres, dans la limite de deux membres par commune.

Elle se réunit sur l'invitation du Président de la Communauté de communes ou du Président de la commission, pendant toute la durée de la procédure d'élaboration du PLUi, puis après l'approbation du document, lorsque des demandes de modifications seront proposées par les communes ou rendues obligatoires par des projets intercommunaux, ou lorsque le document devra tenir compte des évolutions règlementaires.

Commission élargie :

Certaines commissions, à l'initiative du Président de la Communauté de communes du Haut Vallespir, du Président de la commission et des élus membres de la commission, seront élargies aux secrétaires de mairie, DGS, responsables administratifs ou techniciens de la communauté de communes et des communes membres.

Pourront être associés, en tant que de besoin, les représentants de l'Etat, de la DDTM,...ou toute autre personne publique associée à l'élaboration du document

✓ **Le comité de pilotage :**

Il est présidé par la Président de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ou son représentant et composé du bureau élargi de la communauté de communes, c'est-à-dire le bureau de celle-ci constitué des vice-présidents et des maires des communes membres. Un membre du comité de pilotage empêché pourra se faire représenter par un autre élu.

Le comité de pilotage est chargé de valider les documents présentés par la commission, avant leur passage devant le conseil intercommunal des Maires, les conseils municipaux (PADD, et OAP, plans de secteurs) et le conseil communautaire.

Les modalités de collaboration des communes à l'élaboration du PLUi pour chacune de ces grandes étapes, sont les suivantes :

✓ **Prescription du PLUi**

Les objectifs du PLUi et les modalités de concertation avec le public seront soumis au comité de pilotage puis à la conférence intercommunale des Maires.

Ils seront transmis pour avis aux communes membres.

Le conseil communautaire prescrira le PLU intercommunal avec les « objectifs poursuivis » et les modalités de concertation ainsi définis.

✓ **Concertation avec le public**

Avant leur présentation au public, les documents de concertation seront présentés à la commission PLUi et au comité de pilotage.

✓ **Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)**

L'avant-projet de PADD sera présenté à la commission PLUi et au comité de pilotage avant d'être soumis aux débats des conseils municipaux.

✓ **Avant-projet du PLUi**

L'avant-projet du PLUi sera établi sur la base de séances de travail avec la commission PLUi et le comité de pilotage autant que nécessaire.

✓ **Arrêt du projet PLUi**

Le bilan de la concertation et le projet de PLUi tenant compte des observations émises, seront présentés à la commission PLUi et au comité de pilotage avant d'être soumis au conseil communautaire

✓ **Enquête publique sur le projet de PLUi**

Un registre et un dossier d'enquête seront à la disposition du public dans chaque mairie. Après l'enquête publique, comme le prévoit le code de l'urbanisme « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête » seront présentés à la conférence intercommunale. Un exemplaire du rapport et des conclusions de la commission d'enquête publique sera tenu à la disposition du public dans chaque mairie.

✓ **Evolution du PLUi après enquête publique**

Les modifications à apporter au projet de PLUi afin de prendre en compte les avis formulés dans le cadre de l'enquête publique, seront établies sur la base de séances de travail avec les communes concernées. Le PLUi ainsi modifié sera présenté à la commission PLUi et au comité de pilotage avant approbation définitive par le conseil communautaire.

ARTICLE 3 : FIXE à cette révision les objectifs suivants :

- Favoriser un développement territorial équilibré entre économie, habitats, agriculture, commerces et services à l'échelle de la Communauté de Communes du Haut Vallespir et de ses bassins de vie ;
- Renforcer par tous les moyens l'attractivité économique du territoire au niveau commerce, industrie, artisanat, agriculture, forestier, touristique et thermal ;
- Maîtriser la consommation de l'espace en recherchant l'équilibre entre les besoins liés aux activités économiques et le développement des centres urbains dans le respect du développement durable ;
- Valoriser et développer les ressources naturelles propres au territoire du Haut Vallespir notamment en matière de thermalisme et d'énergies renouvelables ;
- Préserver et valoriser le patrimoine architectural, culturel, industriel, naturel et paysager.
- Structurer, développer et dynamiser le secteur touristique et activités de pleine nature sur les bases de l'Agence d'Attractivité Touristique « Amélie- Haut Vallespir- País Català », le centre « Sud Canigó Sports et Pleine Nature » et le site des gorges de la Fou.
- Prendre en compte la dimension transfrontalière du territoire du Haut Vallespir et des relations permanentes et privilégiées avec la Région de Catalogne Sud en s'appuyant sur le Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier.



- Favoriser le développement des réseaux de communication numérique.
- Maintenir et développer le secteur médico-social.
- Elaborer une politique de mobilité liée aux spécificités et aux besoins du territoire.
- Préserver et valoriser l'eau
- S'inscrire dans une dynamique de coopération avec l'ensemble des territoires voisins et notamment la Communauté de Communes du Vallespir, en s'appuyant sur le Pays Pyrénées Méditerranée et Canigou Grand Site.

ARTICLE 4 : ADOPTE les modalités de concertation suivantes :

✓ **Moyens d'informations prévus :**

- Une page dédiée sur le site internet de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ainsi que sur les sites internet des communes qui afficheront un lien renvoyant vers la page dédiée du site de la CCHV
- Un article dans les bulletins municipaux de chaque commune à la prescription du PLUi, ainsi qu'à l'arrêt du projet de PLUi.
- Une réunion publique pour les bassins de vie définis comme suit :
 - . Amélie-les-Bains-Palalda / Montbolo / Arles sur Tech
 - . La Bastide / St Marsal / Taulis
 - . Coustouges / Saint Laurent de Cerdans
 - . Serralongue / Lamanère
 - . Prats-de-Mollo-La Preste / Le Tech
 - . Corsavy / Montferrer

Organisées en trois étapes clés de la procédure : dans la phase de lancement des études, lors de l'élaboration du PADD et avant l'arrêt du projet

- Un affichage au public au siège de la communauté de communes du Haut Vallespir et dans chaque commune, 2 mois après le débat sur la PADD et pour une durée de 3 mois.
- Un dossier de synthèse sera disponible dans chaque mairie et au siège de la Communauté de Communes du Haut Vallespir, pour chacune des grandes étapes de l'élaboration du PLUi, jusqu'à l'arrêt du projet.

✓ **Moyens offerts au public pour la formulation des observations et propositions**

- Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à la disposition du public tout au long de la procédure jusqu'à l'arrêt du projet, dans chacune des mairies des communes membres ainsi qu'au siège de la Communauté de Communes du Haut Vallespir.
- Un registre numérique sera également mis à disposition sur le site de la Communauté de Communes du Haut Vallespir et ce durant toute la procédure.
- Jusqu'à l'arrêt du projet, le public pourra envoyer ses remarques par courriel ou courrier postal adressé à **Mr le Président de la Communauté de Communes du Haut Vallespir 8 Bd du Riuferrer 66150 ARLES SUR TECH** portant la mention « élaboration du PLUi ».
- Deux permanences d'une demi-journée chacune seront tenues au siège de la Communauté de Communes du Haut Vallespir et une permanence d'une demi-journée dans une des communes de chaque bassin de vie, par un élu de la commission urbanisme de la CCHV dans la période de deux mois précédent l'arrêt du projet de PLUi.
- Entre la prescription et l'arrêt du projet PLUi, au moins un atelier participatif sera organisé et animé par le bureau d'étude pour chacun des bassins de vie à destination de la population.
- Entre la prescription et l'arrêt du projet PLUi, trois ateliers participatifs seront organisés et animés par le bureau d'étude à l'échelle de la Communauté de Communes du Haut Vallespir, à destination des acteurs du territoire (associations et acteurs socio-économiques) sur les thématiques suivantes : agriculture, forêt économie, tourisme, thermalisme, cadre de vie et mobilité, environnement et paysage, transfrontalier, culture, ...

ARTICLE 5 : DIT que la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ainsi que dans chacune des Mairies des communes membres concernées. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 6 : DIT : que la présente délibération sera notifiée à Monsieur le Préfet des Pyrénées Orientales, au Président du Conseil Régional et au Président du Conseil Départemental.

Notification de la présente délibération sera également faite à :

- **La chambre de commerce et d'industrie**
- **La chambre des métiers**
- **La chambre d'agriculture**
- **Au Pays Pyrénées Méditerranée**
- **A Canigou Grand Site**
- **Au Pays d'Art et d'Histoire Transfrontalier**

ARTICLE 7 : DIT qu'à compter de la publication de la présente délibération, l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur PLUi.

ARTICLE 8 : **DONNE DELEGATION** à Monsieur le Président pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services ou de tout autre document concernant l'élaboration du PLUi.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,

Ont signé au registre tous les membres présents.

« Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations. »

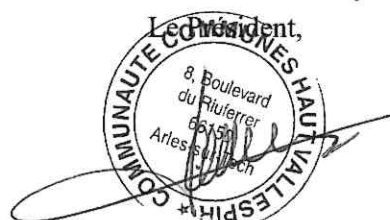
Certifié exécutoire après :

Transmission en Préfecture le : 24/08/22

Affiché le : 24/08/22

Publié sur le site internet : 24/08/22

Fait à Arles sur Tech, le 29 juin 2022,

Le Président,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT VALLESPIR
8, Boulevard
du Riuterrer
66150
Arles sur Tech
Claude FERRER.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité décisionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, par courrier (TA MONTPELLIER 6 rue Pitot-34000 Montpellier) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, et ce dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.